



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME
ARRÊTÉ N°**

20251918

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

ARRÊTÉ N°

**mettant en demeure la S.A. ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE
de régulariser la situation administrative au titre de la réglementation sur les
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, de ses installations de
récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur la commune de Thiers**

Le préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, modifiée par la directive 2014/52/UE du 16 avril 2014, notamment son annexe III ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.122-1, L.171-6, L.171-7, L.171-11, L.172-1, L.172-4, L.181-14, L.511-1, L.511-2, L.514-5, R.122-2, R.122-3 et R.181-46 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'annexe à l'article R.122-2 du code de l'environnement définissant les projets soumis à examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 06/04061 du 23 octobre 2006 autorisant les établissements HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE à poursuivre l'exploitation d'une installation de stockage et de récupération de déchets de métaux et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses de véhicules hors d'usage sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, modifié par l'arrêté préfectoral du 26 juin 2018 et celui du 10 mars 2021.

Vu le rapport en date du 7 octobre 2025 rédigé par l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 octobre 2025 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à la S.A. ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE en date du 7 octobre 2025 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 26 août 2025, l'inspecteur de l'environnement a constaté que la S.A. ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE exploite une installation de traitement de déchets non dangereux pour un volume moyen annuel de plus de 50 t/j supérieur au seuil d'autorisation de 10 t/j défini à la rubrique 2791-1 de la nomenclature susvisée ;

Considérant que l'arrêté du 23 octobre 2006 modifié susvisé autorise cette installation de traitement de déchets non dangereux pour un volume de seulement 7t/j ;

Considérant que cette situation constitue une atteinte aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171.7 du Code de l'environnement en mettant en demeure la S.A. ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE de régulariser sa situation administrative ;

Considérant que le site est déjà autorisé et qu'il convient au préfet d'apprécier au préalable le caractère substantiel de cette modification au sens de l'article L.181-14 susvisé par le biais d'un porter à connaissance avant de demander éventuellement une nouvelle demande d'autorisation environnementale ;

Considérant que cette modification relève d'un examen au cas par cas selon l'annexe à l'article R.122-2 susvisée ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

Article 1^{er} – La S.A. ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE (SIRET n° 30150661400025) exploitant une installation de récupération de déchets de métaux ferreux et non-ferreux sur le territoire de la commune de Thiers, Rue du Torpilleur Sirocco, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative :

- 1) en déposant en préfecture dans un délai de **4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation pour son activité de cisailage de déchets métalliques, notamment en termes de défense incendie, de gestion du risque d'explosion en cas d'introduction de corps creux, de nuisances sonores... afin d'apprécier le caractère substantiel ou non de la modification des installations ;
- 2) en déposant à l'adresse : ud-cap.dreal-ara@developpement-durable.gouv.fr dans un délai de **4 mois** à compter de la notification du présent arrêté, une demande d'examen au cas par cas pour déterminer si une évaluation environnementale est nécessaire.
- 3) Dans le cas où la modification serait jugée substantielle en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, en déposant en préfecture un dossier de demande d'autorisation environnementale dans un délai de **6 mois** à compter de la notification de la décision visée au point 1 ci-dessus.

Article 2 – Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ce même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L.171-7 du code de l'environnement, sont publiées sur le site internet de l'État du Puy-de-Dôme (<http://www.puy-de-dome.gouv.fr/>) pendant une durée minimale de deux mois.

En application de l'article L.171-11 du code de l'environnement, cet arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Article 4 – Le présent arrêté sera notifié à la S.A. ETS HIRSCH RECUPERATION ET LEVAGE, et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Madame la Sous-Préfète de Thiers,
- Monsieur le Maire de la commune de Thiers,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le 12 NOV. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Jean-Paul VICAT

Voies et délais de recours

En application des articles R.421-1 à R.421-7 du Code de justice administrative, et de l'article L.411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification, soit d'un recours administratif soit d'un recours contentieux.

Le recours administratif gracieux est présenté devant l'auteur de la décision.

Le recours administratif hiérarchique est présenté devant le supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision.

Chacun de ces deux recours administratifs doit être formé dans les 2 mois à compter de la notification de la décision.

Le silence gardé par l'autorité administrative saisie pendant plus de 2 mois à compter de la date de sa saisine vaut décision implicite de rejet. Cette décision implicite est attaquable, dans les 2 mois suivant sa naissance, devant la justice administrative.

Le recours contentieux doit être porté devant la juridiction administrative compétente : Tribunal administratif, 6 Cours Sablon, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Le tribunal administratif peut aussi être saisi depuis l'application « telerecours citoyen », disponible sur le site internet suivant : <https://citoyens.telerecours.fr/>

